

# écco



EDITION FRANCAISE

*ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP13 - MOP3, Bali, Décembre 2007.*

## L'Australie ratifie le protocole de Kyoto : pas trop tôt !

Le nouveau Premier ministre australien, Kevin Rudd, a pris sa plume hier pour ratifier le protocole de Kyoto. Il s'agit là d'une de ses premières actions en tant que nouveau Premier ministre.

Le changement climatique était l'une des questions clés de sa campagne électorale. Suite à la victoire écrasante du parti travailliste et à la désignation d'un nouveau leader du parti libéral, Brendan Nelson, le protocole de Kyoto a donc le soutien de deux grands partis australiens.

ECO se réjouit de cette initiative. Espérons que ce soit le début d'une nouvelle ère positive pour le monde du climat !

Malheureusement, rien n'est tout rose puisque des incertitudes demeurent sur le rôle que l'Australie pourrait jouer dans l'avenir. Sa décision de rester présidente du groupe de l'Ombrelle, groupe de pays récalcitrants incluant un gouvernement américain parfaitement isolé aujourd'hui, est en effet troublant.

Les divergences entre Kevin Rudd et son porte-parole en charge de l'environnement, Peter Garrett, lors des élections, interpellent également. Annonçant que l'Australie signerait les engagements post-2012, M. Garrett a été contredit par son leader. M. Rudd a indiqué que

l'Australie attendait que certains grands émetteurs tels que la Chine et l'Inde acceptent des engagements contraignants, liant ainsi ses engagements de réduction à la participation de ces pays.

L'atelier parallèle organisé hier par le CAN Australie a souligné que ce pays partait de très bas, étant donné qu'il est un des émetteurs les plus importants de gaz à effet de serre par habitant. Les marges de progrès pour l'Australie sont donc immenses.

ECO espère bien voir l'Australie jouer un rôle constructif dans les négociations à Bali et attend un engagement positif de la part de sa délégation. En tant que pays de l'annexe I, l'Australie peut faire avancer de nombreuses questions: transfert des technologies solaire et éolienne, progrès sur l'énergie géothermique et développement de mécanismes de comptabilisation fiables des émissions associées à la gestion des forêts, etc.

En plus de la ratification du protocole de Kyoto, le nouveau gouvernement australien s'est déjà engagé à :

° Mener une évaluation complète du coût du changement climatique pour l'Australie (le rapport Garnaut) ;

*(Suite au verso)*

## Le Japon quitterait-il le navire Kyoto ?

Qu'est-ce que le Japon sous-entendait hier lors de sa déclaration en plénière de la COP ? Il a en effet déclaré qu'il était « essentiel d'aller au-delà du protocole de Kyoto, vers un nouveau cadre dans lequel le monde entier participerait réellement aux réductions d'émissions de gaz à effet de serre ».

Est-ce que le Japon, pays qui a donné naissance au protocole de Kyoto il y a tout juste 10 ans, serait-il aujourd'hui en train de l'abandonner ?

Personne ne doute qu'il existe un réel besoin de construire un meilleur régime, dont la base serait de fixer des réductions d'émissions plus ambitieuses pour les pays industrialisés et de favoriser le développement et la diffusion de technologies et d'énergies propres vers les pays en développement.

Qu'est-ce que le Japon a voulu signifier ? Qu'il faut commencer le processus dès la première démanaison ?

ECO est également troublé par quelques éléments manquants dans la liste japonaise des stratégies d'atténuation, qui comporte « l'approche sectorielle sur une base bottom-up, l'approche de marché et le partenariat public-privé ». Qu'a-t-il donc bien pu arriver aux objectifs contraignants de réduction d'émissions, cœur du protocole de Kyoto ?

Le Japon serait-il en train de revenir sur ses vieilles propositions favorites de « remise à plat », où chaque pays décide à sa guise des actions qu'il souhaite mener, au lieu de négocier des objectifs absolus et contraignants de réduction d'émissions, nécessaires pour résoudre le problème ?

ECO demande donc au Japon de clarifier sa position et de réassurer au monde entier qu'il n'est pas en train de quitter le navire.

En réalité, il est temps pour le Japon de soumettre sa propre proposition concernant les objectifs de réduction d'émissions pour les pays de l'Annexe I pour 2020.

(Suite de l'article de la page 1)

- ° Fixer un objectif de 20% d'énergies renouvelables d'ici 2020 ;
- ° Finaliser l'élaboration d'un système national de droits d'émissions ;
- ° Etablir deux fonds de 500 millions de dollars chacun pour encourager le recours aux énergies renouvelables et le développement de technologies de « charbon propre ».

Ces engagements sont bien modestes compte tenu de l'objectif d'augmentation des émissions que l'Australie a négocié pour la première période d'engagement du Protocole (+6%). L'Australie va devoir prendre à bras le corps plusieurs problèmes : sa dépendance vis-à-vis des énergies fossiles et nucléaires, ses exportations massives de charbon ainsi que la déforestation massive en cours dans le pays.

Le statut de l'initiative du précédent gouvernement australien sur les forêts mondiales (GFI) reste incertain. Les ONG australiennes estiment que les 200 millions de dollars versés dans le cadre de cette initiative devraient être utilisés pour la protection des forêts primaires restantes dans la région Asie-Pacifique et pour le renforcement de capacités des communautés locales en matière de gestion forestière. La gouvernance et la mise en œuvre de ces fonds seront critiquées pour la crédibilité de l'initiative.

## Les Etats-Unis vont-ils relever le défi ?

A Bali, depuis que l'Australie a annoncé, lors de la plénière d'ouverture, qu'elle avait ratifié le protocole de Kyoto, les Etats-Unis doivent se sentir bien seuls ! La Chine, à son tour, a mis son grain de sel hier, en laissant la salle bouche bée : elle a en effet proposé la création d'un groupe de travail pour négocier des objectifs de réduction pour les pays industrialisés ne faisant pas partie de Kyoto (donc, en premier lieu, les Etats-Unis) de 25% à 40 % pour 2020, par rapport à 1990.

Il n'est plus nécessaire de rappeler que les Etats-Unis sont le seul pays industrialisé à ne pas s'être engagé sur des objectifs contraignants. La réunion des grands émetteurs organisée par Bush en septembre 2007, qui a mis l'accent sur des mesures volontaires, n'a fait que souligner combien les Etats-Unis sont en décalage par rapport au reste du monde. La ratification du protocole de Kyoto par l'Australie ne fait que renforcer ce constat.

L'isolement des Etats-Unis sur la scène internationale rivalise avec l'isolement de l'administration Bush sur son territoire. Ainsi, pour pallier les lacunes de l'Etat fédéral, un nombre croissant d'industriels, d'Etats et de collectivités américaines prennent les devants. Elles mettent en place diverses initiatives de réduction d'émissions. Le Congrès des Etats-Unis est également en train d'amorcer un certain leadership. Cette semaine, une commission influente du Sénat doit approuver une loi sur un système national contraignant de droits d'émissions. Le Congrès va aussi de l'avant en ce qui concerne la législation sur l'énergie, tout en revoyant d'un autre œil la recherche scientifique sur le changement climatique.

Ces dernières semaines, l'administration Bush a indiqué qu'elle voulait jouer un rôle constructif dans les négociations sur le climat et travailler avec les autres pays pour obtenir un accord ambitieux sur un mandat à Bali. Paula Dobriansky, dans son serment du 13 novembre devant la Commission des relations extérieures du Sénat, a indiqué : « Nous commençons la conférence de Bali dans un esprit ouvert, prêts à considérer les idées qui seront mises sur la table par nos partenaires, afin de tendre vers l'établissement d'un cadre pour l'après-2012 qui sera à la hauteur de l'ampleur du défi ».



*Quand passe le prochain bateau ?  
... 2012 ??!!!!!!*

Si l'administration Bush est vraiment honnête dans son intention de venir à Bali l'esprit ouvert, écoutant ses partenaires et jouant un rôle constructif, et bien, les intentions positives de l'Australie et de la Chine lui donneront de quoi réfléchir !

Si l'administration Bush est vraiment sérieuse dans sa volonté de mettre en place des actions pour lutter contre le changement climatique, elle arrive au bon endroit, au bon moment. Les autres gouvernements et la société civile seront attentifs à la manière dont les Etats-Unis mettront en œuvre leur promesse et passeront à l'étape supérieure. En particulier, les Etats-Unis vont-ils rejoindre l'ensemble des autres pays industrialisés et s'engager sur des objectifs contraignants de réduction de leurs émissions ? Les opportunités abondent, seul le temps fait défaut.

### REMERCIEMENTS

Le Réseau Action Climat-France remercie le MEDAD, la Fondation Prince Albert II de Monaco et tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : M. Créach, D. Vandaele, A. Chetaille, et l'équipe de ECO anglais.

ECO en français est disponible sur : [www.rac-f.org](http://www.rac-f.org)